

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

16 NOVEMBRE 2011

Proposition de résolution relative à la situation politique et de sécurité suite au blocage du processus électoral au Burundi

TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES
ET DE LA DÉFENSE

Le Sénat,

A. considérant l'impasse politique ainsi que le blocage du processus électoral (élections présidentielles, législatives, sénatoriales et « collinaires ») qui découlent de élections contestées par l'opposition;

B. considérant l'absence de dialogue entre les acteurs politiques burundais et constatant que cette lacune participe potentiellement à un recul démocratique, à l'encontre des affirmations des acteurs politiques;

C. considérant les actes de violence perpétrés par des groupes armés dans la partie occidentale du Burundi et constatant que les risques potentiels d'une propagation régionale de la crise burundaise existent;

D. considérant que la bonne gouvernance est une condition *sine qua non* à toute évolution démocratique ainsi qu'un préalable essentiel à tout développement politique, économique et social;

Voir:

Documents du Sénat:

5-1062 - 2010/2011 :

N° 1 : Proposition de résolution de Mme Zrihen et consorts.
N°s 2 et 3 : Amendements.
N° 4 : Rapport.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

16 NOVEMBER 2011

Voorstel van resolutie betreffende de politieke en de veiligheidssituatie ten gevolge van de blokkering van het verkiezingsproces in Burundi

TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN
EN VOOR DE LANDSVERDEDIGING

De Senaat,

A. gelet op de politieke impasse en de blokkering van het verkiezingsproces (presidentsverkiezingen, parlementsverkiezingen, senaatsverkiezingen, verkiezing van de *conseillers collinaires*) die voortvloeien uit de door de oppositie betwiste verkiezingen;

B. overwegende dat een dialoog tussen de Burundese politieke actoren uitblijft en vaststellend dat die lacune mogelijk bijdraagt tot een achteruitgang van de democratie, in tegenstelling tot de beweringen van de politieke actoren;

C. overwegende dat gewapende groepen gewelddadigen plegen in het westelijke deel van Burundi en vaststellende dat het risico aanwezig is dat de Burundese crisis regionaal uitbreidt;

D. overwegende dat goed bestuur een *conditio sine qua non* is voor elke democratische evolutie en noodzakelijkerwijs aan elke politieke, economische en sociale ontwikkeling voorafgaat;

Zie:

Stukken van de Senaat:

5-1062 - 2010/2011 :

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van mevrouw Zrihen c.s.
Nrs. 2 en 3 : Amendementen.
Nr. 4 : Verslag.

E. considérant l'article 19 de la Constitution du Burundi du 18 mars 2005 signifiant que « les droits et devoirs proclamés et garantis, entre autres, par la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant font partie intégrante de la Constitution de la République du Burundi. Ces droits fondamentaux ne font l'objet d'aucune restriction ou dérogation, sauf dans certaines circonstances justifiables par l'intérêt général ou la protection d'un droit fondamental » et rappelant la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus de l'Assemblée générale des Nations unies (9 décembre 1998 — adoptée en mars 1999);

F. considérant le septième rapport du secrétaire général du Bureau intégré des Nations unies au Burundi (BINUB) daté du 30 novembre 2010 faisant état de violations flagrantes des droits humains au Burundi, tels des arrestations arbitraires du fait des forces de sécurité et/ou des services de renseignement pour motifs politiques, des exécutions extrajudiciaires, la pratique de la torture, de violences sexuelles, de restrictions diverses à l'encontre de la société civile, des médias ou des partis d'opposition ou encore de menaces et pressions à l'encontre des défenseurs des droits humains;

G. rappelant l'assassinat le 9 avril 2009 du vice président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME), M. Ernest Manirumva, et insistant sur l'impérieuse nécessité de permettre à la Commission d'enquête gouvernementale de mener son instruction en parfaite indépendance, dans un souci d'équité et de recherche de vérité;

H. rappelant la loi créant la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) promulguée par le président de la République le 5 janvier 2011;

I. rappelant les normes globales initiées par l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation en 2000, prévoyant notamment la création d'un Tribunal pénal international ainsi qu'une Commission vérité et réconciliation;

J. considérant les recommandations du rapport du Comité de pilotage tripartite de décembre 2010 émanant de consultations nationales sur la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle;

E. gelet op artikel 19 van de Burundese Grondwet van 18 maart 2005 waarin staat dat « *les droits et devoirs proclamés et garantis, entre autres, par la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant font partie intégrante de la Constitution de la République du Burundi. Ces droits fondamentaux ne font l'objet d'aucune restriction ou dérogation, sauf dans certaines circonstances justifiables par l'intérêt général ou la protection d'un droit fondamental* » en herinnerend aan de Verklaring van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties over het recht en de verantwoordelijkheid van individuen, groepen en organen in de samenleving om universeel erkende mensenrechten en fundamentele vrijheden te bevorderen en te beschermen;

F. gelet op het zevende verslag van de secretaris-generaal van het Geïntegreerd Bureau van de Verenigde Naties in Burundi (BINUB) van 30 november 2010 dat melding maakt van flagrante schendingen van de mensenrechten in Burundi, zoals willekeurige aanhoudingen om politieke redenen door de veiligheids- en/of inlichtingendiensten, standrechtelijke executies, foltering, seksueel geweld, diverse beperkingen opgelegd aan het maatschappelijk middenveld, de media en de oppositiepartijen en ook bedreigingen van en druk op de verdedigers van de mensenrechten;

G. herinnerend aan de moord op 9 april 2009 van de ondervoorzitter van het Observatorium voor de strijd tegen de corruptie en de economische malversaties (OLUCOME), de heer Ernest Manirumva, en benadrukkend dat het absoluut noodzakelijk is dat de onderzoekscommissie van de regering haar onderzoek in volledige onafhankelijkheid kan verrichten, met het oog op billijkheid en waarheidsvinding;

H. herinnerend aan de wet tot oprichting van de Onafhankelijke Nationale Commissie voor de mensenrechten (CNIDH) die op 5 januari 2011 door de president van de Republiek werd afgekondigd;

I. herinnerend aan de algemene normen ingeschreven in het akkoord van Arusha voor vrede en verzoening uit 2000, waarin onder meer wordt voorzien in de oprichting van een Internationaal Straftribunaal en van een Waarheids- en Verzoeningscommissie;

J. gelet op de aanbevelingen van het verslag van het Drie partijen-stuurcomité van december 2010, dat een weerslag is van de nationale raadpleging over de invoering van mechanismen voor een overgangsjustitie;

K. considérant le Burundi comme pays partenaire de notre politique de coopération au développement,

Demande au gouvernement :

En matière de reprise du dialogue politique

1. de demander aux autorités burundaises de rétablir l'ancienne commission du suivi de l'application des accords d'Arusha, en vue d'un approfondissement de la vie démocratique sur la base des expériences réalisées dans plusieurs domaines concrets, et de contribuer ainsi à restaurer le dialogue politique entre les différentes composantes politiques burundaises;

2. de demander instamment à la Commission européenne et au Service européen pour l'action extérieure en particulier de jouer un rôle plus actif dans le rétablissement du dialogue politique au Burundi;

3. d'inciter le gouvernement burundais à créer un espace politique susceptible de rétablir le dialogue entre les différents acteurs politiques nationaux et à réformer le Forum permanent déjà existant des partis politiques afin que des progrès puissent être engrangés de manière effective;

4. d'appeler l'opposition burundaise à participer de manière constructive à ce Forum permanent réformé du dialogue politique, à clairement se distancer de l'option armée et à prendre des mesures contre quiconque serait tenté de privilégier l'option armé;

En matière de consolidation de la bonne gouvernance démocratique

5. dans le cadre de sa politique de coopération au développement avec le Burundi, de demander au pays partenaire de redéfinir et de mettre en œuvre conjointement un programme de consolidation de la gouvernance démocratique visant notamment la protection des droits de la personne, la supervision des activités des services de sécurité, la lutte contre la corruption et le développement du débat public;

6. d'appeler le gouvernement et l'institution parlementaire burundais à constituer une commission de réflexion sur la réforme constitutionnelle, composée de personnalités politiques toutes tendances politiques confondues et de représentants de la société civile;

7. d'appeler les autorités burundaises à donner toute la latitude nécessaire aux partis de l'opposition, y compris ceux qui ont décidé de boycotter les institutions, et à promouvoir une approche pacifique;

En matière sécuritaire

8. d'appuyer la bonne application du programme de démobilisation des anciens combattants tel que prévu

K. overwegende dat Burundi een partnerland is in ons beleid voor ontwikkelingssamenwerking,

Vraagt de regering :

Inzake de hervatting van de politieke dialoog

1. de Burundese overheid te vragen de vroegere begeleidingscommissie voor de tenuitvoerlegging van de akkoorden van Arusha, met het oog op een verdieping van het democratisch leven op basis van de ervaringen opgedaan in meerdere concrete domeinen, nieuw leven in te blazen en zo bij te dragen tot het herstel van de politieke dialoog tussen de verschillende Burundese politieke componenten;

2. er bij de Europese Commissie en in het bijzonder bij de Europese Dienst voor Extern Optreden, op aan te dringen een actievere rol te spelen in het herstel van de politieke dialoog in Burundi;

3. de Burundese regering aan te sporen om de politieke voorwaarden te creëren die het mogelijk maken de dialoog tussen de verschillende nationale politieke actoren te herstellen en het bestaande permanent forum van de politieke partijen te hervormen zodat op dit vlak effectief vooruitgang geboekt wordt;

4. de Burundese oppositie op te roepen constructief deel te nemen aan dit hervormd permanent forum van de politieke dialoog en duidelijk afstand te nemen van de gewapende optie en maatregelen te nemen tegen alle personen die flirten met die gewapende optie;

Inzake de consolidatie van goed democratisch bestuur

5. in het kader van het beleid voor ontwikkelingssamenwerking met Burundi, het partnerland op te roepen een programma voor de consolidatie van het democratische bestuur te herdefiniëren en ten uitvoer te leggen dat onder meer gericht is op de bescherming van de mensenrechten, het toezicht op de activiteiten van de veiligheidsdiensten, de strijd tegen de corruptie en de ontwikkeling van het publieke debat;

6. de Burundese regering en het Burundese parlement op te roepen een commissie op te richten die een grondwetsherziening moet bestuderen, waarvan politici van alle politieke strekkingen en vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld deel uitmaken;

7. de Burundese autoriteiten op te roepen om de oppositiepartijen alle ruimte te geven, ook zij die besloten hebben tot het boycotten van de instellingen, en een geweldloze aanpak voorop te stellen;

Inzake veiligheid

8. de goede toepassing te steunen van het programma voor de demobilisatie van de voormalige

par les accords d'Arusha de 2000, pour créer une armée nationale inclusive respectueuse des institutions démocratiques;

9. d'appeler les autorités burundaises à encourager le retour d'exil des leaders de l'opposition et de donner à ces derniers les garanties de sécurité nécessaires à cet effet;

10. d'appeler les autorités burundaises à procéder au désarmement de la population civile;

En matière de respect des droits humains

11. de rappeler les obligations du gouvernement burundais en matière de respect des droits de l'homme et de soutenir les actions entreprises par les organisations de la société civile burundaise menant des enquêtes sur les violations subies par les opposants politiques et militants des droits humains;

12. de soutenir les initiatives parlementaires burundaises visant à élaborer au plus vite, en collaboration avec les acteurs de la société civile concernée par la problématique des droits de l'homme, un cadre légal garantissant la protection des défenseurs des droits humains;

13. d'inviter le gouvernement burundais à faciliter la mise en œuvre de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) et de garantir l'indépendance et l'efficacité de ses missions d'enquêtes sur les violations des droits humains, sa capacité de demander aux instances habilitées de sanctionner leurs auteurs ou de réclamer des indemnités pour les victimes — notamment quand ces droits sont bafoués par des agents de l'État;

14. d'appeler les autorités burundaises à juger tous les membres des services d'ordre (armée, police, SNR) impliqués dans des exécutions sommaires ou des actes de torture et d'inciter la commission compétente à obtenir rapidement des résultats tangibles;

15. d'appeler le gouvernement burundais à veiller à ce que l'enquête en cours sur l'assassinat du militant «anti-corruption» Ernest Manirumva s'effectue en toute indépendance et en toute équité;

En matière de justice transitionnelle

16. d'insister auprès du gouvernement burundais pour que ce dernier instaure, en vertu des accords d'Arusha de 2000 et des recommandations des consultations nationales sur les mécanismes de justice transitionnelle, une Commission vérité et réconciliation ainsi qu'un Tribunal spécial;

strijders, zoals voorzien in de akkoorden van Arusha van 2000 teneinde een inclusief nationaal leger op te richten, dat de democratische instellingen eerbiedigt;

9. de Burundese autoriteiten op te roepen de terugkeer van de oppositieleiders in ballingschap aan te moedigen en hen de nodige veiligheidsgaranties te geven;

10. de Burundese autoriteiten op te roepen werk te maken van het ontwapenen van de burgerbevolking;

Inzake mensenrechten

11. de Burundese regering te herinneren aan haar verplichtingen inzake mensenrechten en de acties te ondersteunen van de organisaties uit het Burundese maatschappelijk middenveld die onderzoek verrichten naar de schendingen van de rechten van politieke tegenstanders en verdedigers van de mensenrechten;

12. steun te verlenen aan de Burundese parlementaire initiatieven die tot doel hebben om, in samenwerking met de actoren uit het maatschappelijk middenveld die zich bezighouden met de mensenrechten, zo spoedig mogelijk een wettelijk kader uit te werken dat de bescherming van de verdedigers van de mensenrechten waarborgt;

13. de Burundese regering op te roepen de oprichting van de Onafhankelijke Nationale Commissie voor de mensenrechten (CNIDH) mogelijk te maken, alsook de onafhankelijkheid en de doeltreffendheid te waarborgen van haar onderzoeken naar de schendingen van de mensenrechten en van haar bekwaamheid om de bevoegde instanties te vragen de daders straffen op te leggen en om schadevergoeding voor de slachtoffers te vorderen, met name wanneer hun rechten door staatsambtenaren zijn geschonden;

14. de Burundese autoriteiten op te roepen alle leden van de ordediensten (leger, politie, SNR) die betrokken waren bij standrechtelijke executies of martelingen te berechten en de voor deze problematiek bevoegde Commissie aan te zetten om snel tot duidelijke resultaten te komen;

15. de Burundese regering op te roepen om toe te zien dat het bij justitie lopende onderzoek naar de moord op de corruptiebestrijder Ernest Manirumva onafhankelijk en eerlijk verloopt;

Inzake overgangsjustitie

16. er bij de Burundese regering op aan te dringen dat ze, in navolging van de akkoorden van Arusha van 2000 en van de aanbevelingen ten gevolge van de nationale raadpleging over de invoering van mechanismen voor een overgangsjustitie, een Waarheids- en Verzoeningscommissie en een Bijzonder Tribunaal opricht;

17. d'inviter le gouvernement burundais ainsi que les Nations unies à prendre en considération la principale recommandation du Comité de pilotage tripartite (gouvernement, société civile et ONU) de décembre 2010, demandant de finaliser un accord et d'adopter d'un calendrier de mise en place des mécanismes de justice transitionnelle.

17. de Burundese regering en de Verenigde Naties uit te nodigen om de hoofdaanbeveling in overweging te nemen van het Drie partijen-stuurcomité (regering, maatschappelijk middenveld en VN) van december 2010, waarin wordt gevraagd een akkoord af te ronden en een tijdschema goed te keuren voor de invoering van mechanismen voor een overgangsjustitie.